Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 84 (1996)

Heft: 1

Rubrik: Suisse actuelles

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

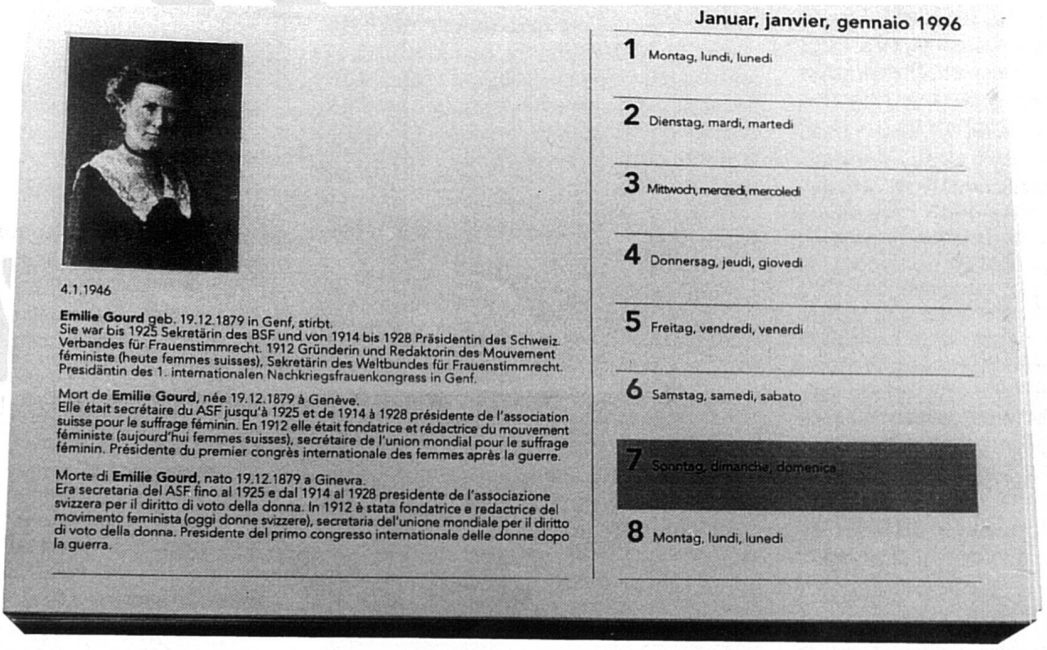
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

100 ans d'histoire au féminin

100 ans après le 1er Congrès des femmes qui se tint à Genève, 25 ans après le droit de vote et d'éligibilité des femmes, 20 ans après la création de la Commission fédérale pour les questions féminines, voici le 5e Congrès suisse des femmes. Deux mille visiteuses sont attendues pour participer, du 19 au 21 janvier, à cet événement politique, social et culturel au féminin, à ce qui devrait être une grande fête!



Depuis un an, trois femmes, trois sensibilités politiques - et toute une équipe bien sûr - se donnent corps et âme à la mise sur pied de «L'avenir au féminin», le 5e Congrès suisse des femmes. Elles nous livrent leurs espoirs, leurs attentes et quelques bémols... Il s'agit de la présidente du congrès: Christiane Langenberger, radicale, conseillère nationale vaudoise, et des deux vice-présidentes: Margrit Meier, socialiste, dirigeante de l'Union syndicale suisse, et Chiara Simoneschi-Cortesi, démocrate-chrétienne, députée au Grand Conseil tessinois. Elles ont répondu aux questions de *Femmes suisses* pour vous.

Interview Sylviane Klein

> *Christiane Langenberger espère que cet événement permettra de mettre en commun toute l'histoire des femmes, leurs succès, leurs déceptions, leurs espoirs.*

Elle ajoute: *«Afin qu'en se repérant à travers le passé, nous puissions en tirer les éléments indispensables pour construire l'avenir. Qu'allons-nous léguer aux jeunes? Nous devons y réfléchir. Le monde est en crise, les femmes sont peu présentes à tous les niveaux de décision. Pourtant, elles ont des idées nouvelles à apporter. Elles sont capables aujourd'hui de prendre en main la gestion politique du pays. L'avenir doit être marqué du sceau de l'égalité. Je voudrais aussi que ce congrès soit l'occasion d'une grande fête. Les femmes ont apporté beaucoup à la culture: leur talent, leur humour, leur sensibilité. Qu'elles y trouvent là de quoi se ressourcer, se vivifier.»*

F.S. - Et vous, qu'attendez-vous des femmes ?

Christiane Langenberger - Les femmes ont de grandes difficultés à se trouver unies sur un même sujet. Voyez l'AVS, ou l'assurance maternité! Au départ, nous avons toutes les mêmes revendications, mais lorsque nous abordons la question de la mise en œuvre, nous n'arrivons plus à trouver un consensus. Ce sont les opposants qui se régalent. J'attends des femmes beaucoup de maturité afin de trouver des dénominateurs communs dans les sujets qui nous tiennent à cœur aujourd'hui. J'attends d'elles aussi une volonté d'ouverture de la Suisse face à l'Europe et face au monde.

F.S. - Vous avez tenu à ce que le Congrès aborde un thème qui vous tient très à cœur, celui de la violence?

ChL - J'aimerais vraiment que les quelque 2000 femmes qui seront présentes à Berne revendiquent davantage de respect envers les femmes et les enfants qui subissent des violences de toutes sortes.. Nous ne pouvons plus tolérer le laisser-aller coupable des Etats face à cette calamité.
Il est difficile et délicat d'intervenir dans les secteurs qui touchent à l'économie, mais nous pouvons le faire dans d'autres domaines, comme celui de la violence. Nous pouvons faire passer un état d'esprit, servir de référence aux autres nations afin de montrer qu'un petit pays peut ouvrir la voie.

F.S. - En Suisse alémanique, des groupes féministes pensent qu'il manque une approche vraiment féministe dans l'organisation du congrès. Elles ont évoqué l'idée d'un anti-congrès, comme en 1975. Pour finalement y renoncer. Pensez-vous qu'il y ait une place pour une réflexion féministe dans le programme proposé par votre comité?

ChL - Dès le départ, nous avons fait d'énormes efforts d'ouverture. Au début, nous voulions placer le congrès sur le thème du partenariat entre hommes et femmes et intégrer les hommes dans cette réflexion. Nous voulions aussi que la base participe à la mise sur pied de la manifestation. Au mois de juin, il y avait plus de 80 ateliers annoncés. Vu la richesse du programme qui se dessinait, nous avons dû renoncer à notre idée première. Mais le thème d'un véritable partenariat doit rester à mon sens au centre des revendications féministes. Il y a actuellement un problème de compétition. Les femmes ont évolué, mais les hommes sont désécurisés. Nous devons trouver des ponts pour réfléchir à cette évolution. Il faut très rapidement repenser le partage des tâches. Dans la situation de crise que nous vivons, les femmes qui ne veulent pas rester cantonnées dans leur foyer sont accusées de tous les maux de la société. Nous devons absolument résister à ce chantage, notamment en impliquant davantage les hommes.

F.S. - Les féministes y trouveront-elles leur compte?

ChL - Il y aura certainement des déçues. Toutes celles qui ne font pas partie des grands mouvements féminins notamment. Mais leur revendications figureront dans le rapport final. Nous n'avons refusé aucun atelier.

F.S. - Certains groupes de femmes vous reprochent le coût trop élevé du congrès. Les additions faites, il n'est pas vraiment à la portée de toutes les bourses?

ChL - Nous nous sommes battues pour trouver de l'argent et des sponsors et rendre le congrès le moins cher possible. D'autre part - et c'est tant mieux - les femmes ne veulent plus travailler gratuitement. Les coûts pour l'organisation d'une telle manifestation sont extrêmement élevés. Mais nous devons montrer que les femmes sont capables de mettre sur pied un congrès professionnel. Et cela implique d'autres exigences.

F.S. - Le quatrième Congrès a abouti à l'article constitutionnel sur l'égalité. Que nous promet le cinquième?

ChL - Impossible de le savoir pour l'instant. Nous tenons à une procédure la plus ouverte et la plus démocratique possible. Nous avons reçu une multitude de projets de résolutions. Elles seront affinées dans les ateliers et formulées de manière adéquate. Certaines seront éliminées afin de ne soumettre en votation finale que les résolutions qui auront paru les plus importantes.

F.S. - Et l'après-congrès?

ChL - Nous avons déjà agendé une rencontre le 13 février afin de réfléchir à la mise en œuvre de la résolution votée. Nous prendrons immédiatement contact avec les grandes organisations féminines et les politiciennes pour passer aux actes.

Interview Stella Jegher

F.S. - Le Congrès des Femmes a lieu cinq mois après la 4e Conférence mondiale sur les femmes, de l'ONU à Pékin. Hormis la proximité dans le temps, y a-t-il un rapport de contenu entre ces deux grands événements ?

Margrit Meier - Nos points principaux correspondent absolument à ce qui était central à Pékin. Surtout le thème de la violence. Judith Stamm, qui comme parlementaire faisait partie de la délégation suisse à la Conférence mondiale, abordera ce sujet durant le congrès. Et ensuite bien sûr le thème de la «Suisse ouverte» qui est lié à l'esprit de la Conférence mondiale sur les femmes et qui donne suite aux impulsions données à Pékin.

F.S. - Mais vous n'allez pas examiner les résultats de Pékin ?

M.M. - Non, cela serait de toute manière impossible en trois jours.

F.S. - A propos du programme, correspond-il à ce que vous vouliez au départ ou bien avez-vous dû faire des coupes durant la préparation ?

M.M. - Pas du tout! Au contraire: les quatre thèmes principaux ont été fixés: Une Suisse ouverte, les nouvelles formes de vie et de travail, la sécurité sociale au 21e siècle et une société non-violente, mais l'offre en ateliers est devenue beaucoup plus importante, plus riche que ce que nous imaginions.

F.S. - Les thèmes de l'économie, des structures économiques manquent au programme?

« Margrit Meier souhaite que le 5e Congrès donne du courage aux femmes, qu'il les soutienne. Un soutien qui est particulièrement nécessaire aux femmes actives en politique. »

M.M. - Oui et non. C'est vrai que les questions structurelles, ou l'économie mondiale ne sont pas abordées - tout bonnement parce que personne n'a proposé ces sujets. Mais avec les thèmes dans le domaine du travail et de la profession, les questions économiques sont très présentes.

F.S. - Quel type de femmes attendez-vous au congrès ?

M.M. - Les femmes les plus différentes! Des femmes venues d'horizons politiques, sociaux et professionnels très divers.

F.S. - Des féministes aussi, des femmes du nouveau mouvement féministe... ?

M.M. - Elles étaient invitées dès le début mais n'ont pas voulu prendre un rôle plus important pour des raisons d'effectifs et nous avons bien sûr accepté.

F.S. - Est-ce que cela joue, question prix d'entrée, pour les femmes que vous

attendez, si l'on ajoute encore les frais d'hôtel ?

M.M. - Eh bien, le prix est correct. Le prix du billet de train est par exemple compris, c'était un choix conscient afin d'équilibrer les dépenses entre celles qui viennent de loin, du Tessin par exemple, et celles qui habitent dans la région de Berne et ont donc moins de frais. De nombreuses femmes passeront la nuit chez des connaissances.

F.S. - Est-ce que vous, les organisatrices, avez quelque chose comme un message principal à faire passer auprès du grand public ?

M.M. - Le message principal est contenu dans le titre en français: «L'avenir au féminin». Cela signifie pour moi qu'il s'agit de la femme libérée, de celle qui veut participer à la construction du futur. C'est pour cette raison que nous avons consacré une part importante à la partie culturelle parce que nous trouvons que la culture est un domaine important dans lequel les femmes s'expriment de façon autonome.

F.S. - Existe-t-il entre les organisatrices un consensus politique au niveau du contenu ?

M.M. - Bien sûr nous avons eu des discussions de contenu, mais nous ne voulons pas mettre le consensus politique en avant. Il faut qu'il reste des choses à dire, à décider pendant le congrès !

(Traduction B.Ma.)

Interview Brigitte Mantilleri

Elle confie encore: *«Le plus important est l'égalité des chances. En Suisse, il y a confusion entre la véritable égalité et l'égalité de droit. L'égalité de droit, d'accord, mais si les conditions sociales et politiques ne sont pas les mêmes que celles des hommes, l'égalité n'est pas réalisée. Cela signifie qu'il faut adopter des mesures positives transitoires, même si elles sont discriminatoires pour les hommes. Et ceci parce que les femmes sont sous-représentées en politique, dans de nombreuses professions et dans les instances de décision. Les quotas font simplement partie de ces mesures positives: entre un homme et une femme de même compétence, je choisis la femme parce que celles-ci sont sous-représentées dans ce domaine. C'est juste et logique. Pourquoi tant d'effervescence à ce sujet? Par ailleurs, je trouve très important que plus d'études soient faites qui montrent, scientifiquement, les disparités et qui rationnalisent le débat.*

Ensuite, en pleine civilisation de l'image, le congrès doit donner une image nouvelle, une image paritaire de l'homme et de la femme et ne plus enfermer cette dernière dans le rôle précis et rigide de la ménagère. En cela, les médias et la publicité jouent un rôle décisif.»

> *Pour Chiara Simoneschi-Cortesi, le congrès donne l'occasion de dresser un bilan de la situation des femmes et de regarder vers le 3e millénaire ainsi que d'indiquer les lignes directrices de la parité.*

F.S. - La conseillère fédérale Ruth Dreifuss sera du congrès ainsi qu'une figure étrangère importante ?

C. S.-C. - Oui, la Signora Susanna Agnelli, la ministre italienne des Affaires étrangères. Avant d'être ministre, elle a joué en tant que sénatrice un rôle important en politique intérieure en Italie. Elle est très connue. Cela va permettre d'entendre une voix du Sud sur les sujets féministes. C'est important, surtout que d'importantes recherches se font dans ce domaine dans la Péninsule - des professeures à l'université de Milan ou de Vérone font des études théoriques très poussées sur la diversité.

F.S. - Combien de femmes attendez-vous?

C.S.-C. - Deux mille sont déjà inscrites. Le congrès est ouvert à toutes les femmes et j'espère surtout que les jeunes vont participer. Vous savez à vingt ans, elles pensent toutes que la parité existe... mais les disparités apparaissent dès le premier enfant, par exemple.

F.S. - A propos, ressentez-vous le fameux «backlash» au Tessin ?

C.S.-C. - On sent bien sûr un retour en arrière, avec la Lega, entre autres. La prise de conscience qu'implique la parité n'est pas encore très ancrée. Et puis, les économies fiancières se font souvent au détriment des femmes. Récemment, lors d'une session de la Commission de gestion du Grand Conseil, je me suis battue, brochures en main, pour défendre les 20000 francs consacrés à la condition féminine, à la sensibilisation et à l'information. C'était très concret, j'ai parlé de prix d'impression etc. On ne m'a pas écoutée, le budget a été réduit de 5000 francs.

F.S. - Quelle sera l'apport tessinois au congrès ?

C. S.-C. - Tout d'abord, les Tessinoises se déplaceront, en grand nombre, je l'espère. Ensuite, j'ai accepté la vice-présidence malgré un emploi du temps très chargé pour que nous soyons vraiment là. Marilena Fontaine, la déléguée à l'égalité du canton, codirige un atelier sur les chemins qui mènent à l'égalité salariale(C4). Enfin, lors d'un atelier du forum B, un Tessin à l'avant-garde en matière de garde d'enfants sera présenté. En effet, l'école publique pour les enfants de trois à cinq ans, est inscrite dans la loi au Tessin. Et le premier jardin d'enfants (asilo) a ouvert ses portes en 1911.

F.S. - Un souhait encore pour le congrès?

C.S.-C. - Que la couverture médiatique soit bonne, que les journalistes se donnent la peine de venir et d'écouter.

L'équipe de **Femmes suisses** au grand complet, sera présente durant les trois jours du congrès, carnet de notes au poing.
Vous découvrirez résolutions, témoignages, impressions et souvenirs dans notre **numéro de février.**

Pour tout renseignements concernant le congrès, appelez le 036/ 51 48 54.

Durant le congrès **Silvia Ricci Lempen** codirige avec Sonja Bättig l'atelier **«Femmes et médias modernes»** (B 36).

La santé

SIDA

Un programme de prévention qui «parle» aux femmes

La part des femmes infectées est aujourd'hui de 30%, nous disent les statistiques. Et la prévention du sida auprès des femmes doit être améliorée, en déduisent les spécialistes. En effet, les femmes, hétérosexuelles surtout, sous-estiment encore trop souvent le risque d'infection.
Autre constatation, malgré leurs qualités reconnues dans toute l'Europe, les messages de la campagne STOP SIDA n'ont pas eu un impact suffisant sur les femmes. Fort de ce constat, l'**Office fédéral de la santé publique** (OFSP) réagit et lance un programme d'action «**Santé des femmes et prévention du sida**». Son but, offrir aux femmes, à large échelle, information et conseil ciblé. Le programme est prévu sur une durée de trois ans.

L'offre en Suisse romande, ce sont des journées d'étude sur **l'approche du genre** dans la prévention du sida et la santé sexuelle qui ont pour but de diffuser un apport théorique et pratique à l'intention des professionnel-le-s concerné-e-s.

Mais qu'est-ce que l'approche du genre en santé sexuelle, direz-vous?
Le fait d'être un homme ou une femme a une influence sur les comportements de santé. Mais les actions d'éducation à la santé et de prévention prennent-elles réellement en compte cette évidence?
Le travail d'évaluation qui s'est développé ces dernières années sur la prévention a montré certaines lacunes dans ce domaine. Le ton «neutre» n'est pas nécessairement approprié, surtout lorsque l'on parle de sexualité! Il arrive aussi que le genre neutre glisse vers le masculin en oubliant le féminin...

L'approche du genre est une manière de réfléchir à la signification des rapports sociaux des sexes dans une pratique, un secteur d'activité, une institution, etc.... Elle suscite une prise de conscience des différences de situation de chaque sexe. Elle se pose la question de la répartition des rôles, de l'organisation sociale, des attitudes culturelles. Elle fait le point sur les discriminations et les inégalités entre les sexes. Elle vise un changement des rapports sociaux entre les sexes. Elle se propose de valoriser l'apport des femmes à la société et d'augmenter leur autonomie et leur pouvoir individuel et social.

Cinq thèmes pour les 5 journées qui se dérouleront cette année à Yverdon au N° 8 de la rue des Pêcheurs. Les échanges d'expériences sur la réponse aux besoins spécifiques des femmes et les stratégies d'autonomisation face aux pressions qu'elles subissent seront aussi une occasion de réfléchir à de nouveaux projets pour les développer:

24 janvier: L'éducation à la santé a-t-elle un sexe?
1er mars: Prévention auprès de femmes marginalisées.
26 avril: Planning familial, contraception et prévention des MST.
10 mai: Gynécologie, santé globale et prévention du sida.
21 juin: Approche des genres dans l'analyse des programmes de santé publique.

24 janvier: L'éducation à la santé a-t-elle un sexe?

9h.45 Accueil et café

10 h. Introduction

10h.15 - 11 h. Conférence:
Les déficits de la coéducation.
Conférencière : Martine Chaponnière

11 h. - 11h.45 Conférence :
Envisager les différences entre garçons et filles dans le domaine de la prévention et de l'éducation à la santé.
Conférencière: Anne-Catherine Ménétrey, ISPA.

11h. à 12.30 h.
Discussion sur les deux exposés.

12 h. 30 - 14 h. Repas.

14 h.- 15 h.30
Ateliers d'échanges d'expériences:
1. Expériences « non-mixtes » en éducation dans des classes d'éducation sexuelle.
Animateur: Christian Mounir, Service Santé-Jeunesse, Genève, Président d'ARTANES.
2. «Rôles sexuels et cultures». Parler sexualité avec des jeunes gens arrivés récemment en Suisse. Animation: Orlanda LINO, Groupe d'appui à la femme portugaise.
3. Auto-défense FemDoChi: une approche pédagogique spécifiquement adressée aux femmes. Expériences avec les adolescentes.
Animatrice: Carmen GRELA, animatrice FemDoChi.

15 h. 30 -16 h.30
Fait-on du genre comme on fait de la prose?
Perspectives d'avenir sur le thème «genre» en éducation sexuelle.
Avec: Monique Weber, formatrice, Fondation du Centre médico-social Pro Familia Lausanne.

Renseignements: Marie-Jo Glardon, sociologue, coordinatrice romande du programme, Bossons 45, 1018 Lausanne, T/Fax 021/ 646 46 63.

des femmes

SIDA

Les questions que posent les femmes

Voici les six questions que posent le plus souvent les femmes lors de consultations. Elles sont inspirées de AIDS-HILFE Zürich. Il est prévu de les publier sous la forme d'un dépliant à diffuser auprès des femmes.

1

Le risque d'infection est-il plus grand chez les femmes?

Les femmes ne peuvent pas se protéger directement elles-mêmes. Elles doivent obtenir la participation de leur partenaire pour l'usage du préservatif.

Le risque de contagion est augmenté chez les femmes: la concentration du virus dans le sperme est plus forte que dans les sécrétions vaginales. Durant le temps où il demeure dans le vagin, il est en contact avec une surface de muqueuse relativement importante qui peut présenter de petites blessures dont nous ne sommes pas conscientes. Ces lésions qui ne sont pas rares permettent au virus contenu dans le sperme contaminé de pénétrer facilement dans le sang.

2

Y a-t-il un risque pour les couples mariés ou ceux qui vivent une relation stable?

Oui, car le mariage ou la relation stable ne sont pas une raison de se sentir protégé. Rares sont les personnes qui ont un comportement absolument fidèle et souvent, la question des rapports non protégés n'est pas abordée librement dans les couples. Le risque consiste à éviter certains doutes ancrés au fond de soi.

3

J'ai l'impression que mon mari (mon compagnon) n'est pas fidèle. Que faire?

Prenez-vous au sérieux, vous et votre santé. Faites confiance à votre intuition. Abordez avec votre partenaire la question des rapports non protégés avec d'autres femmes ou encore avec des hommes. N'hésitez pas à chercher conseil et appui si cela vous paraît trop lourd.

4

J'aimerais que mon partenaire utilise un préservatif. Comment y parvenir?

Les femmes et les jeunes filles qui abordent le sujet du préservatif dès le début de la relation réussissent beaucoup mieux à l'imposer que celles qui attendent le dernier moment. N'oubliez pas que vous êtes la personne la mieux placée pour veiller à votre vie et que personne d'autre ne peut le faire à votre place. Il faut souvent aux femmes une bonne dose de confiance en soi et de courage pour imposer leurs besoins dans une relation. Pour le préservatif comme pour le reste. N'oubliez pas non plus qu'en cas de refus, il est toujours possible de dire NON!

5

Y a-t-il un risque d'infection par voie orale?

Oui, car une transmission du virus peut se passer au contact du sperme dans la bouche. Le contact entre la bouche et les sécrétions vaginales est évalué comme étant un faible risque. Par contre, attention à la période des menstruations, durant laquelle la concentration du virus est élevée dans le sang si la femme est séropositive.

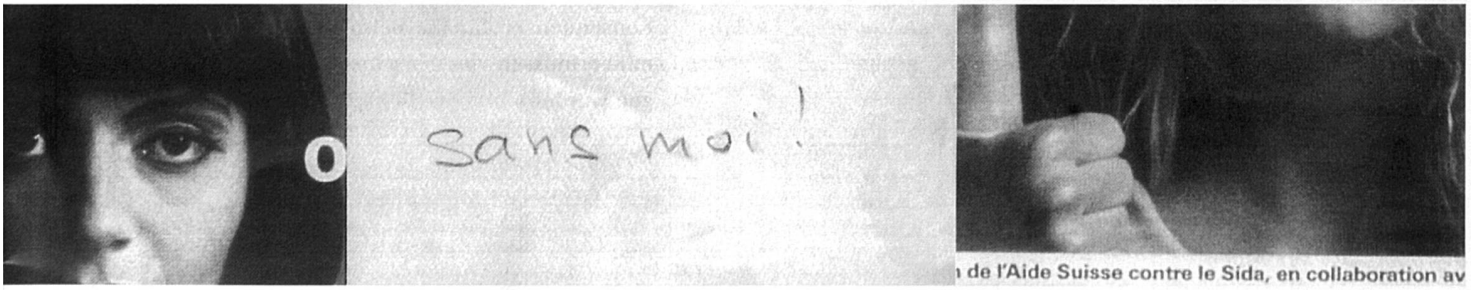
6

J'ai peur d'être infectée. Que dois-je faire?

Pas de raison de paniquer, mais une bonne raison de s'informer. Les antennes sida et les lieux de tests anonymes sont là pour vous recevoir. Vous y serez conseillée sur l'opportunité de demander un test de l'anticorps du VIH, et sur les différents moyens de vous protéger efficacement dans l'avenir. De toute façon, dans le doute: n'ayez plus aucun rapport non protégé.

M.-J. G.

5e Congrès des Femmes du 19 au 21 Janvier:
Marie-Jo Glardon coanime avec la doctoresse Cornelia Conzelmann l'atelier «Santé des femmes et actions de prévention (Sida)» (B 32).



Bureau de l'égalité

Zurich sauvé

(aml-bma) - Le Bureau cantonal de l'égalité ne sera pas démantelé. Poursuivant son long débat sur le budget 1996, le Parlement zurichois a rejeté, le 18 décembre dernier, par 88 voix contre 68, une mesure d'économie proposée par le Gouvernement. Les socialistes, les écologistes et les partis du centre se sont opposés au projet.

En effet, le Conseil d'Etat zurichois voulait réduire de trois à un le nombre d'emplois au Bureau de l'égalité. Selon sa directrice Christa Köppel, cela aurait signifié sa liquidation pure et simple. D'autant plus qu'il aurait perdu son statut d'autonomie, pourtant reconnu par une ordonnance cantonale, pour n'être plus qu'une simple dépendance de l'office du personnel placé sous la houlette du chef du département des finances, le radical Eric Honegger, fer de lance du programme draconien d'austérité.

Une mesure qui aurait permis d'économiser... 150000 francs. Le budget annuel du bureau représente 0,006% de l'ensemble du budget du canton le plus opulent du pays.

Une mesure qui aurait frappé fort injustement une équipe qui gérait de manière imaginative les deniers publics en s'efforçant de rentabiliser les prestations qu'elle fournissait. Que ce soit par la mise en vente de leur CD-ROM d'initiation à Internet ou par la location de leur bus itinérant d'information sur les métiers aux enseignants du canton. Sans compter que les tâches de ce bureau ne cessent de s'accroître, puisque la crise économique frappe les femmes plus durement que les hommes. Et que l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'égalité impose précisément à ces bureaux la mise en place de programmes d'action positive en faveur des femmes. Après les fermetures des bureaux de Zoug et de Neuchâtel, le couperet a failli tomber sur celui de Zurich. *«Parce que, affirme le gouvernement zurichois, il y a tant de femmes qui ont fait acte de solidarité envers le bureau, qu'elles peuvent très bien faire le même travail à sa place!»*

Le programme d'austérité du gouvernement zurichois prévoit d'arriver à l'équilibre budgétaire d'ici l'an 2000, en réalisant dans un premier temps 415 millions d'économies, par la suppression de près de 1600 postes dans l'administration cantonale.

Principalement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'entretien des bureaux. Or, 80 à 90% de ces emplois sont occupés par des femmes. 1996 rappelle désagréablement 1976.

Gouvernement zurichois

Vreni Müller Hemmi jette l'éponge

(aml) - Lorsque Moritz Leuenberger, socialiste, a été élu au Conseil fédéral, personne ne doutait qu'une femme socialiste serait appelée à lui succéder le 26 novembre. La candidate toute trouvée était Vreni Müller Hemmi, députée, nouvelle conseillère nationale depuis le 22 octobre, qui avait manqué de peu son élection au gouvernement zurichois au mois de mars. Une femme énergique, éprise de justice, qui en sa qualité de députée, avait joué un rôle important pour débusquer le fonctionnaire Raphael Huber, condamné dans l'intervalle pour corruption. Personne ne semblait contester ce siège aux socialistes... Or quelques petites semaines avant, juste avant l'élection du successeur d'Otto Stich au Conseil fédéral, les radicaux zurichois avaient rêvé de propulser leur candidate Vreni Spoerry aux commandes, à la place du socialiste Moritz Leuenberger. Raté, à un tel point que les démocrates du centre zurichois ont proposé un marché aux radicaux zurichois déconfits, celui de soutenir Vreni Spoerry au second tour pour le Conseil des Etats, à condition que les radicaux soutiennent un candidat démocrate du centre qui s'en viendrait contester sa place à Vreni Müller Hemmi. L'UDC Rolf Gerber, chef de l'Office d'agriculture du canton de Zurich, sans aucune expérience politique, a été transformé en personnalité politique par une campagne de marketing sans précédent, à coup d'annonces dans la presse qui mettaient en doute les compétences et la collégialité de Vreni Müller Hemmi. Le 26 novembre, il a devancé sa rivale de près de 2000 voix, manquant de peu la majorité absolue. Le lendemain, des larmes dans la voix, Vreni Müller Hemmi annonçait qu'elle se désistait pour le second tour. Du coup, l'aspiration des radicaux à un gouvernement sans participation socialiste semble s'être sensiblement émoussée.

Conseil National

Judith Stamm vice-présidente

(aml) - La présidente de la Commission fédérale des questions féminines, Judith Stamm, est aussi une conseillère nationale qui dit franchement ce qu'elle pense. C'est avec brio qu'elle a défendu la cause de la loi sur l'égalité en sa qualité de présidente de la commission du National. C'est aussi elle qui a posé sa candidature au Conseil fédéral, «au nom de toutes les femmes», en 1986, aux côtés des candidats officiels Arnold Koller et Flavio Cotti. Le 4 décembre, cette démocrate-chrétienne lucernoise a été élue à la vice-présidence du Conseil national. Ce qui lui permettra, quatre sessions plus tard, de succéder au libéral vaudois Jean-François Leuba en tant que présidente de la Chambre du peuple et première citoyenne du pays. Trois femmes ont occupé ce poste au perchoir avant elle, la Schwytzoise Elisabeth Blunschy, la Zurichoise Hedi Lang et la Bernoise Gret Haller.

Divorce

Le droit s'adapte à la réalité

(aml) - Arnold Koller, patron du Département fédéral de justice et police, poursuit ses travaux de rénovation juridique. Après le droit du mariage, vient le tour du chapitre du divorce, fondé lui aussi sur le principe de l'égalité entre hommes et femmes. Le projet de révision, auquel va enfin pouvoir s'attaquer le Parlement fédéral, prévoit deux changements d'importance: l'abandon de la notion de faute, ce qui permettra aux époux de divorcer par consentement mutuel sans avoir à jouer la comédie du conjoint «coupable» face au conjoint «innocent». De même que la possibilité d'exercer en commun la puissance parentale, dès lors qu'elle s'exerce dans l'intérêt de l'enfant.

UNIVERSITE DE LAUSANNE UNIL

La Faculté de Médecine de l'Université de Lausanne et le Service des Hospices cantonaux mettent au concours un poste de

Professeur ordinaire
Directeur de l'Institut de physiopathologie clinique

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de médecin et posséder une large expérience clinique ainsi qu'un dossier scientifique démontrant des compétences en recherche orientée vers le patient. Le cahier des charges comporte la responsabilité de l'enseignement de la physiopathologie, le développement de programmes de recherche et la direction de l'Institut de physiopathologie clinique.

Les candidat(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur curriculum vitæ et leur dossier scientifique au Professeur C. Perret, Doyen de la Faculté de Médecine, Rue du Bugnon 9, CH - 1005 Lausanne, jusqu'au 29 février 1996. Le cahier des charges peut être obtenu à la même adresse.

Soucieuse de promouvoir l'accès des femmes à la carrière académique, l'Université encourage les candidatures féminines.